

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1620

Rubrik: Berne

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une ville fédérale sans français

Les francophones qui travaillent à Berne ne s'y installent plus.

Quel a été le dernier conseiller fédéral francophone résidant avec sa famille à Berne? On ne le saura probablement jamais. Les conseillers fédéraux ne sont pas obligés d'y déposer leurs papiers et n'y sont pas contribuables. Cela changera peut-être bientôt. Kurt Wasserfallen, directeur communal des finances et candidat radical à la mairie, voudrait pour la ville une part de leur revenu. Des pourparlers sont en cours.

Cet aspect fiscal concerne toujours moins les francophones occupés à Berne, car ils ne s'y installent que rarement. Une vue simplifiée de la statistique permettrait même de fixer quand le dernier francophone résidera dans la ville fédérale, en tenant compte de la diminution rapide révélée par les recensements fédéraux. Il y aura toujours des francophones à Berne, mais leur communauté subit une saignée qui se manifeste, par

exemple, par la disparition de la Librairie française qui avait été créée après la fermeture de la Librairie Payot, par la dissolution du Groupe socialiste romand fondé en 1913, par la réduction à huit parutions cette année du *Courrier de Berne*, qui fut longtemps hebdomadaire puis mensuel, par la diminution et le vieillissement des fidèles des paroisses francophones aussi bien réformée (dont le culte remonte à 1623) que catholique, plus récente. La difficulté de recrutement des sociétés romandes est réelle.

Pour prendre congé de ses membres, de la communauté romande et de la ville de Berne, le Groupe socialiste romand a publié un ultime numéro de son *Bulletin socialiste* fondé en 1948. Le dernier président, maintenant retraité de l'administration fédérale et domicilié à Vallorbe, constate que l'évolution est irréversible, que l'environnement bernois est devenu moins favorable

aux Romands. Il ajoute que la communauté romande a aussi sa part de responsabilité car « cultivant un élitisme culturel francophone qui la coupe du reste de la population, vivant en vase clos dans un monde qui semble appartenir au passé, elle donne parfois aux nouveaux venus l'impression d'atterrir sur une autre planète. » C'est en grande partie exact, mais quelle est la part de responsabilité des autorités qui n'ont pas compris qu'une ville fédérale doit être une ville ouverte pour ceux qu'elle accueille parce qu'ils doivent migrer?

Les problèmes nombreux posés aux travailleurs étrangers existaient déjà pour les confédérés qui viennent travailler à Berne. On leur a accordé quelques facilités mais insuffisantes. La plus grande mobilité multiplie le nombre des pendulaires et prive la ville de Berne et ses environs d'une possibilité de renforcer le lien confédéral. *cfp*

A la gloire des friches industrielles

La publication de *La Suisse et ses friches industrielles* par le département de Moritz Leuenberger (DETEC) confirme l'intérêt des collectivités publiques pour ces zones qui abritent d'anciennes usines aujourd'hui délaissées. A partir de ce rapport, des outils sont à l'étude pour rendre ces terrains plus attractifs sur le marché immobilier. En attendant leur élaboration, certaines entreprises développent des programmes de réaffectation sur les sites non pollués les plus intéressants. La reconversion de Zurich Ouest souvent érigée en modèle ou le programme *Integriertes Leben im Rontal* de Schindler S.A. attestent du dynamisme et des difficultés qu'elles rencontrent.

Dans la petite commune d'Ebikon, située à la périphérie de la ville de Lucerne, Schindler est propriétaire d'une parcelle aujourd'hui entièrement désaffectée de 120 000 mètres carrés où elle prévoit trois projets. Le premier, dans la partie sud, sera consacré à des bureaux; dans la partie nommée « Mittlerfeldern » sont prévus des logements et la partie nord accueillera le centre de loisirs et de commerces *EbiSquare*. Chacun de ces projets évolue indépendamment. En ce qui concerne les bureaux, les investisseurs ne manquent pas mais il est impensable, dans le contexte de surcapacité actuelle, d'envisager la construction sans garantir préalablement la lo-

cation des nouvelles surfaces administratives. A « Mittlerfeldern », bien que la caisse de pension lucernoise prévoit 72 logements, il reste encore beaucoup de terrains et les investisseurs ne se bousculent pas pour réaliser des immeubles aux abords d'une route cantonale très fréquentée.

Reste le projet phare *EbiSquare*, mené en partenariat par Schindler Holding et Nüesch Development AG. Conçu selon le même principe que *WESTside* à Berne, ce centre « ludocommercial » devrait offrir de nombreuses attractions comme un papillorama, une piscine et une grotte de plongée. Mais surtout, en plus des commerces qu'il s'agit encore d'intéresser à l'entreprise, le visiteur pourra profiter d'un décor grandiose. Un ciel artificiel surplombera la cour intérieure. Sur cet écran géant défileront des nuages, un orage éclatera. Des éclairs y zigzagueront tandis que des diffuseurs répandront une odeur de pluie! Dernier cri du marketing commercial, le concept est très simple: augmenter la durée de visite des acheteurs potentiels et attirer une clientèle suprarégionale. Les habitants de la commune d'Ebikon se prononceront le 28 octobre prochain sur la réalisation de cet ambitieux projet. Nul ne sait ce qui adviendra si le vote s'avère négatif car les promoteurs sont confiants: le rêve se vend bien! *cfp*